

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire  
Pôle Déchets Sites et Sols Pollués

Saint-Etienne, le 20/09/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 16/09/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **SUEZ RV Borde Matin ISDND et ISDI**

Universaône  
18 rue Félix Mangini  
69009 LYON 09

Références : UiD4243-DSSP-022-0390  
Code AIOT : 0010500024

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/09/2022 dans l'établissement SUEZ RV Borde Matin ISDND et ISDI implanté ZA Charles Chana - Site de SATROD - Bd du Puits Charles-42230 ROCHE LA MOLIERE. L'inspection a été annoncée le 12/07/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SUEZ RV Borde Matin ISDND et ISDI
- ZA Charles Chana - Site de SATROD Bd du Puits Charles 42230 ROCHE LA MOLIERE
- Code AIOT : 0010500024
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED – MTD.

Par arrêté préfectoral du 23/02/2018, la société SUEZ RV Borde Matin a été autorisée à poursuivre l'exploitation de l'installation de stockage de déchets non dangereux de Borde Matin sur la commune de Roche la Molière.

Dans ce cadre, de nouvelles valeurs limites d'émissions pour les lixiviats ont été définies, en distinguant 2 périodes : étiage et hors étiage. L'application de ces nouvelles VLE au 01/01/2022 a conduit l'exploitant à apporter des modifications sur sa station de traitement.

L'objet de la visite s'est ainsi porté sur ces nouveaux équipements.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- traitement des lixiviats;

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 23/02/2018, article 4.2.2	/	Sans objet
2	Gestion des ouvrages	Arrêté Préfectoral du 23/02/2018, article 4.3.3	/	Sans objet
3	Entretien et conduite des installations de traitement	Arrêté Préfectoral du 23/02/2018, article 4.3.4	/	Sans objet
4	Localisation du point de rejet Lixiviats	Arrêté Préfectoral du 23/02/2018, article 4.3.5.3	/	Sans objet
6	Equipped des ouvrages de rejet	Arrêté Préfectoral du 23/02/2018, article 4.3.6.3	/	Sans objet
7	Valeurs limites d'émission	Arrêté Préfectoral du 23/02/2018, article 4.3.9.2	/	Sans objet
8	Collecte des lixiviats	Arrêté Préfectoral du 23/02/2018, article 9.1.3.1	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Aucune non conformité n'a été relevée.

L'exploitant s'est mis en capacité de respecter les nouvelles valeurs limites imposées par l'arrêté préfectoral.

### 2-4) Fiches de constats

## N° 1 : Plan des réseaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/02/2018, article 4.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, eaux superficielles
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître : <ul style="list-style-type: none"><li>• l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,</li><li>• les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...),</li><li>• les secteurs collectés et les réseaux associés,</li><li>• les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...),</li><li>• les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).</li></ul>
<b>Constats :</b> Le plan des réseaux est à mettre à jour pour intégrer les nouveaux ouvrages de traitement des lixiviats. Sur ce plan, les points de contrôle et le point de rejet doivent être clairement indiqués.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Gestion des ouvrages

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/02/2018, article 4.3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, eaux superficielles
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> La conception et la performance des installations de traitement (ou de pré-traitement) des effluents aqueux permettent de respecter les valeurs limites imposées par le présent arrêté. Elles sont entretenues, exploitées et surveillées de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité ou à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition...) y compris à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations. Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant le rejet. Les dispositions nécessaires doivent être prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents ou dans les canaux à ciel ouvert (conditions anaérobies notamment).
<b>Constats :</b> La station de traitement des lixiviats a fait l'objet de modifications en vue de permettre l'atteinte des valeurs limites imposées par l'arrêté préfectoral du 23/02/2018, que ce soit en concentration, en flux journalier ou en flux moyen annuel. Le débit d'effluent admis sur la station est ajusté chaque jour en fonction des caractéristiques des lixiviats : l'exploitant effectue des analyses quotidiennes (DCO, Azote Total, Ammoniac) qui lui permettent d'optimiser le fonctionnement de la station. Des kits d'analyses sont également réalisés tout au long du traitement pour vérifier le bon fonctionnement de la station. Ces analyses internes ne sont pas utilisées dans le cadre de l'autosurveillance (l'autosurveillance est réalisée à une fréquence mensuelle : les prélèvements sont réalisés par le bureau CESAME et les analyses sont effectuées par le laboratoire extérieur CARSO). En cas de dysfonctionnement, les lixiviats peuvent être stockés dans la lagune d'entrée (une lagune supplémentaire est également mobilisable). Des boucles de recirculation d'effluents sont également possibles au sein de la station (notamment au niveau du traitement biologique) afin d'éviter d'arrêter tous les équipements (= isoler seulement l'organe nécessitant une intervention), ce qui permet un redémarrage plus rapide et une meilleure stabilité du traitement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 3 : Entretien et conduite des installations de traitement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/02/2018, article 4.3.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, eaux superficielles
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées sont mesurés périodiquement comme indiqué à l'article 10.2.4 et portés sur un registre. La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue. Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé.
<b>Constats :</b> L'autosurveillance est réalisée conformément aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 23/02/2018. La station est placée sous supervision et un journal d'exploitation est tenu. L'ensemble des interventions y est reporté. Une astreinte 24/24 est également en place.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : Localisation du point de rejet Lixiviats

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/02/2018, article 4.3.5.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, eaux superficielles
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les lixiviats du site sont dirigés vers la station de traitement interne. Le rejet s'effectue après traitement dans le ruisseau du Borde Matin.  Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté N° 8 Coordonnées (Lambert II étendu) : 754032.608 46339.338 481.670 Nature des effluents : Lixiviats traités Débit maximal journalier (m3/j) : 960 Débit maximum horaire( m3/h) : 40 Exutoire du rejet milieu naturel : Borde Matin Milieu naturel récepteur ou Station de traitement collective : Ondaine
<b>Constats :</b> Le rejet des effluents traités s'effectue dans le ruisseau de Borde Matin en amont du dalot. Ce point de rejet n'est pas visible. Le débit de rejet, la température, le pH et la conductivité de l'effluent rejeté sont mesurés en continu. Le jour de la visite, aucun rejet n'était effectué.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 6 : Equipement des ouvrages de rejet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/02/2018, article 4.3.6.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, eaux superficielles
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les systèmes permettant le prélèvement continu sont proportionnels au débit sur une durée de 24 h, disposent d'enregistrement et permettent la conservation des échantillons à une température de 4°C. Toute canalisation de rejet à l'extérieur de l'installation est équipée d'un dispositif, synchronisé avec les rejets, mesurant le pH, la conductivité et la quantité d'effluents rejetés.
<b>Constats :</b> Le débit de l'effluent rejeté est mesuré en continu, ainsi que le pH, la T°C et la conductivité. Un préleveur automatique permet de réaliser un échantillon moyen 24h pour effectuer l'autosurveillance.  Un préleveur automatique est également présent sur la canalisation d'arrivée des lixiviats afin de suivre la composition du lixiviat brut. Le débit d'arrivée, le pH, la température et la conductivité des lixiviats bruts sont également mesurés en continu.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 7 : Valeurs limites d'émission

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/02/2018, article 4.3.9.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, eaux superficielles
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Valeurs limites d'émission dans le milieu naturel (à partir du 01/01/2022).  Le débit nominal de la station de traitement est de 20 m <sup>3</sup> /h, le rejet au milieu naturel est limité à 40 m <sup>3</sup> /h.  Les VLE applicables diffèrent en fonction de la période : La période d'étiage court du 01/04 au 31/10 ; La période hors étiage court du 01/11 au 31/03.  (Le tableau des VLE n'est pas reproduit).
<b>Constats :</b> Les résultats de l'autosurveillance réalisée depuis janvier 2022 montrent : - hors période d'étiage (du 01/01/22 au 31/03/22) : un dépassement ponctuel de la concentration en azote sans dépassement du flux maximal journalier, un dépassement du flux maximal journalier en fluorures. L'exploitant a pris des dispositions pour remédier à ces dépassements.  - en période d'étiage (du 01/04/22 au 31/07/22 date du dernier bilan disponible) : les informations communiquées ne montrent pas de dépassement en concentration et en flux maximal journalier. Cependant il est noté un dépassement du flux moyen annuel période étiage sur le Nickel à la date du 01/07/2022. Un plan d'action est en cours sur ce paramètre. La conformité vis-à-vis du flux moyen annuel sera évaluée à la fin de la période d'étiage.
<b>Observations :</b> Le suivi mensuel du flux a permis d'engager des actions en vue d'atteindre la conformité sur le flux moyen annuel période étiage.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 8 : Collecte des lixiviats

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/02/2018, article 9.1.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, eaux souterraines
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> I. L'installation est équipée d'un dispositif de collecte et de traitement des lixiviats de manière à prévenir la pollution des eaux superficielles et souterraines. Les lixiviats produits sur site sont collectés de la manière suivante : <ul style="list-style-type: none"><li>• les lixiviats anciens issus des 8 mèches drainantes implantées dans l'ancien dalot qui canalisait le ruisseau du Borde Matin par pompage ;</li><li>• les lixiviats du casier A par collecte gravitaire ;</li><li>• les lixiviats du casier B : par collecte gravitaire ou par pompage vers la STEP.</li></ul> Chaque système de collecte des lixiviats est équipé des dispositifs nécessaires au contrôle du bon fonctionnement des équipements de collecte et de pompage et de leur efficacité pendant la période d'exploitation et de suivi long terme. Pour les casiers en sortie gravitaire, le collecteur alimentant le ou les bassins de stockage des lixiviats est muni d'une vanne d'obturation. Le dispositif de collecte des lixiviats est conçu de manière à ce que la hauteur maximale de lixiviats au point bas du fond de chaque casier n'excède pas de préférence 25 centimètres au-dessus de la géomembrane mentionnée précédemment, sans toutefois pouvoir excéder l'épaisseur de la couche drainante. Ce niveau doit pouvoir être contrôlé.

À cet effet il existe 4 piézomètres de références : R1 à R4 qui seront équipés de mesures en continu avec reporting journalier à l'exploitant.

Le réseau de contrôle de la charge hydraulique à proximité du parement aval sera complété par la mise en place d'un monitoring constitué d'au moins deux ouvrages piézométriques inclinés vers l'amont, interceptant le niveau de lixiviats et descendus au moins à 514 m NGF. Ces piézomètres seront suivis à pas de temps mensuel.

**Constats** : La charge hydraulique dans les casiers est relevée mensuellement par le bureau CESAME.

Au niveau du casier A, les piézomètres R1 à R4 ne sont pas équipés de mesures en continu.

D'autres ouvrages de contrôle sont présents sur la plateforme et sur la digue (parement aval), et font l'objet d'un suivi de la charge hydraulique. Il existe également 3 ouvrages de pompage pour lesquels le niveau d'eau n'est pas représentatif de la charge hydraulique puisqu'il dépend du cycle automatique des pompes.

Le réseau de contrôle de la charge hydraulique à proximité du parement aval n'a pas encore été complété.

Dans les casiers B, CESAME indique dans son rapport annuel 2020 que *"le niveau de la charge hydraulique n'est plus mesurable dans plusieurs casiers compte tenu du manque de verticalité ou du cisaillement des puits liés aux tassements des déchets et de la forte hauteur (qui est maintenant supérieure à 50 m dans le secteur de B1 et B2). Les quelques mesures réalisées dans les ouvrages les moins hauts (B3 et B6) ne mettent pas en évidence de saturation en eau des déchets dans ces sous-casiers dans lesquels le niveau saturé reste inclus dans le massif drainant de base."*

**Observations** : Les dispositions relatives au suivi de la charge hydraulique sont issues de la tierce expertise référencée TE\_Borde\_Matin\_20170126\_vD menée sur certains points du dossier de demande d'autorisation d'exploiter, en particulier concernant la stabilité du massif de déchets.

Le tiers expert a ainsi demandé *"l'ajout d'un dispositif de suivi au droit du parement aval, en préconisant la mise en place d'un monitoring du niveau de charge des lixiviats à l'arrière du pied de rehausse. Ce suivi de la charge hydraulique sera accompagné de la mise en place d'au moins deux forages inclinométriques installés sur la berme à 526 m NGF."*

Ces recommandations ont été intégrées à l'arrêté préfectoral du 23/02/2018.

Ces dispositifs de suivi sont complémentaires aux travaux de drainage du parement aval qui devront être réalisés avant la création et la mise en exploitation des derniers casiers les plus proches du parement aval (B10-B11-B12).

**Type de suites proposées** : Sans suite

**Proposition de suites** : Sans objet